

Philippines

Coordonner l'action nationale sur les changements climatiques

Activité	Efficacité de la coordination nationale des actions liées aux changements climatiques par l'intermédiaire de la Climate Change Commission nationale et de la loi, du cadre stratégique et du plan d'action national sur les changements climatiques
Pays	Philippines
Secteur(s) concerné(s)	Tous
Période	2008-2013

Résumé

Au fil des ans, les Philippines ont restructuré de manière significative le cadre national des politiques climatiques. Celui-ci, auparavant limité à quelques lois isolées adoptées entre 1997 et 2008, est aujourd'hui une structure globale de politiques climatiques intégrée au niveau national, inspirée de la loi de 2009 sur les changements climatiques.

Cette loi préconise l'intégration systématique de la problématique des changements climatiques aux différentes phases d'élaboration des politiques, des plans de développement, des stratégies de réduction de la pauvreté et d'autres outils de développement utilisés par les agences gouvernementales et les ministères. Son adoption a également conduit à la mise en place de la Climate Change Commission (CCC), chargée de coordonner l'intégration des politiques. La CCC a par la suite élaboré le plan d'action national de lutte contre les changements climatiques (NCCAP), qui établit de manière stratégique le premier programme à long terme des Philippines sur le climat. Le NCCAP couvre la période 2011-2028 et se divise en trois phases d'une durée de six ans chacune, ce qui coïncide avec les échéances du plan de développement des Philippines (PDP) et avec les cycles électoraux et de planification du pays.



Maquette de ville vivable et à faibles émissions de carbone, présentée par la Climate Change Commission et USAID Philippines lors de la session libre « Tools and Practices for Implementing LEDS and Green Growth » du Asia LEDS Forum, Manille, 1er octobre 2013 © USAID LEAD Program 2013

Philippines

Coordonner l'action nationale sur les changements climatiques

Les Philippines sont une bonne illustration de l'association entre leadership politique et vision à long terme au service d'une politique climatique globale et intégrée, comme le démontrent : (1) le fait que les initiatives en matière de politiques climatiques soient apparues au sein du mouvement démocratique national qui a conduit à la réforme de la structure politique du pays ; (2) le déblocage de crédits budgétaires importants malgré les contraintes financières ; et (3) l'approche proactive consistant à consulter les organismes internationaux et à solliciter leur appui pour améliorer les politiques et les mettre en œuvre.

Contexte

Les Philippines, qui sont classées comme pays très vulnérable aux changements climatiques, sont déjà touchées par une multiplication des phénomènes climatiques extrêmes, par les séismes et par la montée du niveau de la mer. Les centres urbains, où se concentre l'activité économique, et les régions côtières sont des zones de risque particulièrement élevé. Afin de « garantir un développement durable au peuple », pour reprendre l'un des messages de la campagne électorale de l'actuel président, les Philippines doivent prendre des mesures pour diminuer leur vulnérabilité aux changements climatiques (Alvarez, 2014).

Pour faire face efficacement à ces changements, le gouvernement philippin a adopté en 2009 une loi sur les changements climatiques qui a débouché sur la mise en place de la Climate Change Commission (CCC), chargée de coordonner et d'orienter toutes les politiques liées aux changements climatiques. Depuis 2011, la CCC assure le secrétariat du cabinet de travail sur l'adaptation aux changements climatiques et leur atténuation. Il s'agit de l'un des cinq cabinets de travail créés en 2011 par le décret exécutif présidentiel n° 43 pour réorienter le développement économique vers la réalisation du Contrat social inscrit dans la Constitution de 1987, adoptée par le National Democratic movement (Alvarez, 2014 et Birose, 2014). La CCC a été chargée d'élaborer un cadre stratégique national de lutte contre les changements climatiques (NFSCC), qui définit les paramètres généraux pour l'élaboration d'un plan d'action national de lutte contre les changements climatiques (NCCAP). Ce dernier fait office de feuille de route du gouvernement dont il oriente le programme d'action en la matière à tous les niveaux (CCC, 2011).

Auparavant, les activités liées au climat mettaient l'accent sur l'atténuation des changements climatiques. Le nouveau programme d'action des Philippines fait converger croissance, atténuation et adaptation aux changements climatiques, et réduction et gestion des risques de catastrophes (DRRM), en intégrant la DRRM et la loi sur les changements climatiques dans les processus de développement (Banque mondiale, 2013).

Activités

- » **Reformulation de l'approche et de l'orientation politiques** : la loi sur les changements climatiques a conduit à abandonner l'approche sectorielle fragmentée de la lutte contre les changements climatiques pour privilégier une approche à long terme consistant à intégrer de manière coordonnée l'ensemble des initiatives sectorielles au niveau national. S'appuyant sur les lois adoptées précédemment – loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche (1997), loi sur la qualité de l'air (1999), loi sur la gestion écologique des déchets solides (2000), loi sur la qualité de l'eau (2004), loi sur les biocarburants (2006) et loi sur les énergies renouvelables (2008) – la loi sur les changements climatiques a ouvert la voie à l'adoption en 2010 du cadre stratégique national de lutte contre les changements climatiques, à portée globale, et de la loi sur la réduction et la gestion des risques de catastrophes. Ce travail législatif a fourni une direction politique pour hiérarchiser les objectifs politiques.
- » **Élaboration de plans de mise en œuvre à long terme** : en vertu de son mandat, la CCC a axé le NCCAP (2011) autour de sept priorités thématiques visant deux objectifs fondamentaux, à savoir (1) améliorer la capacité d'adaptation des communautés, la résilience des écosystèmes et la résistance de l'environnement bâti aux changements climatiques ; (2) réussir la transition vers un développement qui s'ajuste aux changements climatiques. La nouvelle stratégie, prenant acte de la multiplication des catastrophes naturelles, comprenait également l'élaboration du plan national de réduction et de gestion des risques

Philippines

Coordonner l'action nationale sur les changements climatiques

- » **Intégration de la stratégie sur le climat à la planification du développement** : le NCCAP est divisé en trois phases de six ans chacune qui correspondent au cycle du plan de développement des Philippines (PDP). Le NCCAP et le PDP (2011-2016) ayant été élaborés simultanément, de nombreuses dispositions de la loi sur les changements climatiques et du NFSCC ont été intégrées dans le PDP, en tenant compte du fait que : (1) le processus de mise en place des institutions nécessaires à la mise en œuvre des réformes dans le domaine du climat peut être long, alors que les mesures devaient être prises immédiatement ; (2) de nombreuses activités liées aux changements climatiques constituent également de bonnes politiques de développement. Par exemple, des réformes dans le secteur de l'énergie encourageant le développement des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique contribuent directement à la sécurité énergétique et peuvent faire baisser le coût de l'énergie et améliorer la compétitivité. En outre, les secteurs de l'agriculture, des infrastructures et de l'énergie sont des gisements d'emploi. Les activités à forte intensité de main d'œuvre, telles que les activités agricoles à petite échelle, durables et résistantes aux changements climatiques ou les travaux de modernisation des infrastructures de protection contre les inondations, permettront de renforcer la résilience tout en créant des emplois et en améliorant la sécurité alimentaire. Avec le PDP, les Philippines ont pour ambition de stimuler la croissance économique en portant le taux de croissance à 7-8% par an tout en privilégiant un développement résistant aux changements climatiques.
- » **Décentralisation de la mise en œuvre** : la loi sur les changements climatiques impose aux LGU, les organes des collectivités locales, d'élaborer des plans d'action locaux de lutte contre les changements climatiques, intégrant notamment des plans complets d'affectation des sols prenant en considération les risques liés aux changements climatiques. Pour cela, les LGU bénéficient des orientations et de l'appui du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales.
- » **Suivi de la mise en œuvre** : avant l'élaboration du NCCAP, la performance des différents ministères était suivie et mesurée par rapport à leurs principaux résultats finaux au moyen d'indicateurs de performance organisationnelle. Le gouvernement élabore actuellement un cadre global de suivi du NCCAP, un système unifié et intégré de gestion des performances basé sur les résultats, commun à tous les ministères et à tous les organismes relevant de l'exécutif, afin de combler les lacunes existantes. Cela devrait conduire à des améliorations dans les systèmes de présentation des rapports et d'audit.
- » **Coordination et consultation avec d'autres ministères et partenaires du développement** : l'une des activités principales de la CCC est d'établir un dialogue et d'instaurer une relation de confiance entre les différents ministères et les organismes concernés. Dans cette optique, la décision d'inclure le ministère des Finances et le ministère du Budget et de la Gestion dans le conseil consultatif de la CCC a été déterminante. Les Philippines ont également mis en place le Philippines Development Forum, au sein duquel des représentants du gouvernement, des partenaires de développement et des organisations multilatérales se réunissent pour discuter des difficultés et des besoins du pays en termes de développement. Le forum est coprésidé par le ministère des Finances et la Banque mondiale. En 2011, il a également créé un groupe de travail technique spécifiquement chargé des questions liées aux changements climatiques et coprésidé par la CCC et le PNUD. Ce groupe de travail réalise des analyses institutionnelles et techniques telles qu'évaluations des avantages connexes, élaboration de méthodologies, activités de MRV (mesure, notification et vérification), analyses coûts-bénéfices, inventaires des gaz à effet de serre, etc. Il coordonne et synthétise les travaux des groupes de travail techniques sectoriels, ce qui a contribué à renforcer les capacités institutionnelles et techniques tout en favorisant des prises de décision informées et intégrées.

Philippines

Coordonner l'action nationale sur les changements climatiques

- » **Avis externe sur la coordination des politiques :** la CCC et le ministère du Budget et de la Gestion ont sollicité la Banque mondiale en 2012 pour conduire un examen à mi-parcours des dépenses publiques et institutionnelles sur le climat portant sur le NCCAP et le PDP. L'objectif de cet examen était de formuler des recommandations sur la planification financière, institutionnelle et politique pour intégrer et optimiser la mise en œuvre du NCCAP et du PDP lors de leurs prochains cycles respectifs (Banque mondiale, 2013).

Institutions impliquées

Climate Change Commission (CCC); People's Survival Fund Board (PSFB); ministère du Budget et de la Gestion; comité « Écologie » de la Chambre des représentants; National Disaster Risk Reduction and Management Council (NDRMC); National Economic and Development Authority (NEDA); Philippine Council for Sustainable Development; organes des collectivités locales (LGU).

Partenaires

Banque mondiale; Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD); Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ); USAID; Agence française de développement (AFD); Banque asiatique de développement (BASD); Global Green Growth Institute (GGGI); ministère fédéral allemand de l'Environnement, de la Protection de la nature, de la Construction et de la Sécurité nucléaire (BMUB); Agence japonaise de coopération internationale (JICA); Commission européenne (CE); ministère britannique du Développement international (DfID).

Financement

Entre 2008 et 2012, les crédits consacrés à la lutte contre les changements climatiques sont passés de 2 à 6 milliards de dollars US constants. Actuellement, ils représentent 1,9% du budget national. Les ressources domestiques ont ainsi couvert en moyenne 82% des dépenses liées à l'action climatique des différents ministères sur la période 2008-2011 (Banque mondiale, 2013), principalement via la loi sur le budget national, les fonds d'affectation spéciale et les Comptes spéciaux du Fonds général. La plupart des ministères sont financés par le budget national, à l'exception du ministère de l'Énergie, dont un tiers des crédits provient de comptes spéciaux. Environ 94% des dépenses ministérielles liées aux actions de lutte contre les changements climatiques, à l'exception de celles du ministère des Travaux publics et du Réseau autoroutier, sont financées par des sources locales.

Le financement externe a joué le rôle d'un catalyseur. Il soutient en grande partie la protection contre les inondations et couvre 80% de l'aide au développement. Sa gestion est assurée par le ministère des Travaux publics et du Réseau autoroutier, dont les dépenses liées à l'action climatique sont couvertes à plus d'un tiers par ces ressources. Les autres ministères bénéficient principalement d'une assistance extrabudgétaire par le biais de prêts innovants à petite échelle.

Les LGU reçoivent environ 70% (90% pour les LGU aux ressources les plus limitées) de leurs ressources de l'Internal Revenue Allotment, un mécanisme de transfert direct de ressources du budget national aux LGU, en fonction de leur localisation et de leur population, et non de leur vulnérabilité. Cependant, le code des collectivités territoriales prévoit que le Fond local de développement ne peut être utilisé que pour financer des projets identifiés de manière explicite dans les plans locaux de développement des collectivités. Or, les programmes, projets et activités liés au climat sont souvent moins prioritaires que les nombreuses autres questions de développement que doivent gérer les LGU.

Il faut aussi mentionner Alternative Budget Initiative, une organisation de la société civile créée il y a huit ans pour faire du lobbying auprès du Congrès et du Sénat dans le but d'intégrer aux dotations annuelles du gouvernement des projets et des programmes dans les domaines de l'agriculture, de la santé, de l'environnement et des changements climatiques. Son action a permis de mobiliser des budgets nationaux de plus en plus importants (de 0,8 million de dollars US en 2008 à 9,7 millions en 2013) en faveur de l'éducation, de l'agriculture, de la pêche, de la santé et de la lutte contre les changements climatiques.

Philippines

Coordonner l'action nationale sur les changements climatiques

Impact des activités

- » **Intégration des efforts d'adaptation** dans l'objectif global de développement à faibles émissions de carbone qui s'ajuste aux changements climatiques, pour passer d'une approche centrée sur la gestion des catastrophes à une approche portant sur la prévention (CCC 2011).
- » **Lancement de nombreux projets, programmes et activités de renforcement des capacités sur les faibles émissions** : Enhancing Capacities for Low Emission Development Strategies (USAID) ; Programme de renforcement des capacités sur les faibles émissions (LECB) – Philippines (Union européenne, Australie et Allemagne via le PNUD) ; Regional Capacity Building Project for Sustainable National Greenhouse Gas Inventory Management Systems in Southeast Asia, phase II (États-Unis et CCNUCC) ; Eco-town project (GGGI, GIZ, USAID, BASD) ; Clean Energy (USAID/IRG) ; Building Momentum for Low Carbon Development (ministère fédéral allemand de l'Environnement, de la Protection de la nature, de la Construction et de la Sécurité nucléaire) ; étude de l'empreinte carbone dans les transports (AFD) et MAAN dans le secteur des déchets (GIZ).
- » **Développement d'un système de suivi et d'évaluation** : bien que ce système ne soit pas encore opérationnel, son élaboration a d'ores et déjà eu plusieurs impacts positifs. Ainsi, différents organismes sectoriels s'impliquent dans l'évaluation de la prise en compte de la problématique des changements climatiques dans leurs systèmes sectoriels de suivi et d'évaluation (analyse des lacunes) et des efforts sont menés pour identifier les besoins en termes d'amélioration de l'interconnexion entre les différents systèmes de suivi des performances du gouvernement et d'harmonisation des indicateurs (Gaddi et Balota, 2013). De manière générale, les Philippines ont développé un plan très complet de mise en œuvre de l'inventaire des gaz à effet de serre.
- » **Intégration dans la stratégie globale de développement** : bien que le PDP ait été lancé alors que le NCCAP était encore en phase d'élaboration, cinq de ses chapitres sont consacrés aux changements climatiques. L'actualisation de ces deux plans, prévue pour mi-2013, sera l'occasion de renforcer leur harmonisation.

Bonnes pratiques identifiées

- » En réorganisant les cabinets de travail, en mettant en place de nouvelles institutions et en faisant de la CCC l'organisme coordinateur au niveau interministériel, les Philippines ont démontré un **engagement** et un **leadership forts au plus haut niveau politique** pour intégrer les changements climatiques dans la planification des efforts nationaux de développement. Bien qu'à l'heure actuelle, le NCCAP et le PDP ne soient que partiellement harmonisés, la **vision à long terme**, telle que décrite dans les trois phases du NCCAP alignées sur le cycle de planification du développement, permet de lier le NFSCC aux **processus politiques existants** et d'en faire un **document dynamique** permettant d'**ajuster les objectifs et les résultats des politiques à court et moyen termes, en tenant compte des avis des organismes nationaux et internationaux**.

Facteurs de réussite

- » **Un leadership politique fort** : le président des Philippines a associé la création de la CCC à l'esprit de la Constitution et fourni un appui logistique au démarrage des activités de la commission dans les locaux du palais présidentiel. Dans le cadre du contrat social, le président a fait des actions d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques l'un des cinq domaines principaux de résultats.
- » **Une approche proactive de la CCC** : les membres de la Commission occupant un rang ministériel, ils ont pu approcher les plus hauts échelons de différents ministères de manière proactive au moyen de visites personnelles et de consultations, dans le but d'établir une atmosphère de collaboration.
- » **Des fonds publics ciblés par les « Republic Acts »** : les Philippines ont mis en place dans leur législation des fonds spécifiques pour financer différents types de programmes, projets et activités liés aux changements climatiques, dont une part importante est fournie par des crédits budgétaires et déboursée par les LGU. C'est un signal fort en faveur de l'action décentralisée.

Philippines

Coordonner l'action nationale sur les changements climatiques

- » Une prise en compte des vulnérabilités immédiates : devant la multiplication des phénomènes climatiques extrêmes ces dernières années, qui plus est dans l'un des pays les plus vulnérables aux changements climatiques, l'action dans ce domaine est devenue une priorité, aussi bien au niveau politique qu'au sein de la société.
- » Un dialogue régulier entre les ministères, les partenaires de développement et les organismes multilatéraux : l'approche inclusive basée sur la consultation visant à rassembler les parties prenantes et les experts nationaux et internationaux, en particulier par le biais du Philippines Development Forum et des groupes de travail technique, a largement contribué à la compréhension globale des besoins du pays et de l'assistance internationale disponible. Il est particulièrement essentiel d'établir un dialogue et un partenariat entre, d'une part, la CCC et le ministère des Finances et, d'autre part, entre la société civile et le gouvernement.

Principaux obstacles/difficultés

En matière de capacités

Quels ont été les principaux obstacles/difficultés rencontrés pour obtenir ces résultats ? Comment ont-ils été surmontés ?

La CCC est un organisme national à la présence locale limitée et qui n'a donc pas la capacité de s'adresser à l'ensemble des LGU.

La CCC utilise des canaux de communication indirects grâce à son rôle de coordination des différents ministères faisant partie du cabinet de travail sur les changements climatiques.

En matière de financement

En raison des différents niveaux et types d'aide financière, et donc des différents ensembles de règles, de processus, de critères d'éligibilité et d'exigences en matière de partage des coûts, il a été difficile de mobiliser, de coordonner et de gérer les financements.

De nouvelles institutions sont mobilisées pour combler les lacunes du dispositif institutionnel existant en matière de coordination et de supervision du financement stratégique de la lutte contre les changements climatiques. Le Climate Finance Group, qui est pour le moment un groupe informel ad hoc, joue un rôle important pour garantir la disponibilité des financements pour l'action climatique au niveau national. En outre, le People's Survival Fund Board, présidé par la National Economic and Development Authority, apporte son expérience pour élaborer et renforcer les institutions et les politiques de financement des actions tout en préparant le pays à recevoir des fonds, notamment en mettant en place des institutions locales et nationales capables de satisfaire les normes fiduciaires au niveau des projets et des portefeuilles, et de planifier, hiérarchiser et mettre en œuvre efficacement l'action climatique.

Les organismes des collectivités locales doivent élaborer des plans d'action locaux sur les changements climatiques, ce qui représente une charge financière supplémentaire pour leur budget.

La CCC les a encouragés à incorporer leurs plans d'action locaux dans leurs plans globaux de développement et d'affectation des sols, et travaille à l'élaboration de directives pour les y aider.

En matière institutionnelle

Il n'existe pas de directives ni de liste d'indicateurs pour évaluer les progrès, ce qui freine le processus de suivi de l'intégration du plan NCCAP dans les plans de développement et rend par conséquent difficile l'évaluation des résultats des programmes, projets et activités liés au climat.

Afin de combler les lacunes existantes et donc d'améliorer les systèmes de communication et d'audit, le gouvernement a mis en place dans tous les ministères et organismes relevant de l'exécutif un système unifié et intégré de gestion des performances basé sur les résultats. Les Philippines développent actuellement, avec le soutien de GIZ, un système MRV basé sur la recherche.

Philippines

Coordonner l'action nationale sur les changements climatiques

Les LGU sont chargés d'élaborer des plans locaux de gestion et de réduction des risques de catastrophes. Cependant, il n'existe pas en pratique de directives pour rendre ces documents opérationnels auprès des autorités centrales.

La CCC et le National Disaster Risk Reduction and Management Council (NDRRMC) doivent travailler ensemble sur leur engagement auprès des LGU et ont signé un mémorandum d'entente dans lequel ils réaffirment leur volonté de collaborer pour harmoniser et coordonner leur soutien dans cette optique et pour élaborer un plan de travail commun.

Dans la pratique, les programmes de travail du PDP ne sont pas liés aux résultats et aux activités du NC-CAP. Ils n'ont de plus pas été utilisés pour identifier des programmes, projets et activités liés au climat pour les principaux domaines de résultat du PDP.

La Banque mondiale a été sollicitée pour conduire un examen à mi-parcours des dépenses publiques et institutionnelles sur le climat, pour mettre le PDP et le NCCAP à jour.

Enseignements tirés

- » **Mettre l'accent simultanément sur la planification et l'évaluation des politiques** : l'approche des Philippines est ambitieuse et bénéficie d'une volonté politique forte. Cependant, elle a porté presque exclusivement sur la mise en place de structures institutionnelles pour coordonner la planification et l'élaboration des politiques. Une procédure efficace de suivi et d'évaluation des progrès et des impacts doit encore être développée.
- » **Prendre en compte en amont les financements nécessaires à la mise en œuvre** : malgré un appui budgétaire non négligeable, le manque de ressources financières et de capacités nécessaires freine la mise en œuvre de la stratégie dans son ensemble, en particulier s'agissant de la coordination entre les différents niveaux de gouvernance. Même si ces aspects sont pris en considération dans le processus, il eut été judicieux de ne pas les négliger lors de la phase initiale.

Comment reproduire ces pratiques

- » **Essayer de transformer le dispositif et les processus d'élaboration des politiques.**
- » **Signaler clairement le changement d'orientation** par un leadership et un engagement politiques forts.
- » **Fournir un appui budgétaire initial** et faciliter l'accès aux mécanismes permettant de solliciter une assistance internationale. Dans cette optique, il est important de s'assurer la collaboration du ministère de l'Économie (ou des Finances), au moins dans un rôle consultatif.
- » **Synchroniser les actions climatiques et la planification du développement** sur le long terme pour augmenter les ressources budgétaires allouées aux actions de lutte contre les changements climatiques.
- » **Instaurer une communication et un dialogue réguliers** entre les différents organismes gouvernementaux, les agences de développement, le secteur privé et la société civile afin d'identifier leurs besoins et difficultés respectives, ainsi que les possibilités d'entraide. Pour cela, l'approche de la CCC consistant à impliquer différents ministères dans un rôle de conseil ou à leur annoncer que la CCC a l'intention d'« élargir leur mandat » plutôt que de leur imposer un programme de lutte contre les changements climatiques, est une façon très judicieuse d'instaurer un dialogue coopératif (Recabar, 2014).

Contacts/renseignements

- » Sandee G. Recabar, Climate Change Office, Climate Change Commission, sandee.recabar@climate.gov.ph

Autres ressources clés

- » Plan de développement des Philippines 2011-2016, disponible (en anglais uniquement) sur <http://www.neda.gov.ph/wp-content/uploads/2013/10/pdprm2011-2016.pdf>
- » Plan d'action national sur les changements climatiques (NCCAP), disponible (en anglais uniquement) sur <http://climate.gov.ph/index.php/documents/category/11-national-climate-change-action-plan-nccap>

Philippines

Coordonner l'action nationale sur les changements climatiques

Site(s) Internet

- » www.climate.gov.ph
- » www.investphilippines.info/arangkada/category/progress-reports/legislative-tracker-progress/

Auteur(s)

Manish Kumar Shrivastava (TERI)

Édition : Nicholas Harrison (Ecofys)

Équipe éditoriale : Frauke Röser, Thomas Day, Daniel Lafond, Niklas Höhne et Katja Eisbrenner (Ecofys)

Coordination : Ecofys (www.ecofys.com) et The Energy and Resources Institute (TERI)

Contributeur(s)

- » M. H. Alvarez, ancien membre de la Climate Change Commission, 9 février 2014, Delhi
- » Dr. Roger C. Birosel, gouverneur, Philippines Council of Management, communications par courrier électronique entre le 20 février et le 10 mars 2014.
- » Sandee G. Recabar, Climate Change Office, Climate Change Commission

Références

- » Alvarez, H., 2014, communication personnelle avec les auteurs
- » Banque mondiale, 2013, Getting a Grip on Climate Change in Philippines: Philippine Climate Public Expenditure and Institutional Review, <http://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/EAP/Philippines/Final%20ExReport.pdf>
- » Birosel, R., 2014, communication personnelle avec les auteurs
- » CCC, 2011, National Climate Change Action Plan: Executive Summary, Climate Change Commission, Manille, disponible (en anglais uniquement) sur www.dilg.gov.ph/PDF_File/reports_resources/DILG-Resources-2012116-d7b64f9faf.pdf
- » CCC, non daté, Philippines Climate Change Adaptation Policy Initiative/National Climate Change Action Plan, disponible (en anglais uniquement) sur www.lga.gov.ph/sites/default/files/knowledgeExchange-pdf/tagaytay/D1-CCC%20CCA-DRR%20Policies%20and%20Initiatives.pdf
- » Décret exécutif présidentiel n° 43, 2011, Pursuing Our Social Contract with the Filipino People Through The Reorganization of the Cabinet Clusters, disponible (en anglais uniquement) sur : www.dbm.gov.ph/wp-content/uploads/EO/EO43.pdf
- » Gaddi, H. et Balota, A., 2013, Philippines: Developing an M&E System for the National Climate Change Action Plan, disponible (en anglais uniquement) sur : http://unfccc.int/files/adaptation/cancun_adaptation_framework/adaptation_committee/application/pdf/developing_an_me_system_for_the_nccap_-_giz_2013.pdf
- » Recabar, S., 2014, communication personnelle avec les auteurs



Empowered lives.
Resilient nations.



Australian Government

giz

On behalf of:



Federal Ministry
for the Environment, Nature Conservation,
Building and Nuclear Safety

of the Federal Republic of Germany